

KITSCH NATIONALISTE ET LOI DU MARCHÉ : LES DEUX MAMELLES DU POPULISME SUISSE

Jérôme Meizoz

Editions de Minuit | « Critique »

2012/1 n° 776-777 | pages 129 à 140

ISSN 0011-1600

ISBN 9782707322258

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-critique-2012-1-page-129.htm>

Pour citer cet article :

Jérôme Meizoz, « Kitsch nationaliste et loi du marché : les deux mamelles du populisme suisse », *Critique* 2012/1 (n° 776-777), p. 129-140.

Distribution électronique Cairn.info pour Editions de Minuit.

© Editions de Minuit. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Kitsch nationaliste et loi du marché : les deux mamelles du populisme suisse

Le 23 octobre 2011, les Suisses ont élu leur Parlement pour quatre ans et accordé 25,9 % de leurs suffrages au Schweizerische Volkspartei (SVP soit, littéralement, « parti du peuple suisse »), que l'on désignera ici par son nom et son sigle français d'Union démocratique du centre (UDC). Ce résultat en baisse (le parti perd sept sièges au Parlement) marque un fléchissement dans la progression de l'UDC commencée à la fin des années 1990 et confirmée par les élections législatives de 1999, puis par celles de 2003 et de 2007, mais son score reste très élevé.

L'UDC, quatrième parti au Parlement dans les années 1980, a pris la deuxième place en 1999 avec quarante-quatre sièges, pour s'imposer dès 2003 comme le premier parti du pays avec cinquante-cinq sièges sur deux cents¹. La campagne de 1999, sous la houlette de Christoph Blocher, avait déjà mobilisé des thèmes nationalistes et xénophobes : amalgame entre demandeurs d'asile et délinquance, refus de l'Europe, exaltation des valeurs patriotiques, dénigrement du régime représentatif au profit d'une démocratie plébiscitaire. L'UDC était ainsi parvenue à attirer les électeurs de l'extrême droite traditionnelle (Démocrates suisses et Parti des automobilistes), captant neuf sièges dans ces partis, et à séduire une fraction des libéraux-radicaux (le parti historique de la Confédération de 1848, proche des milieux économiques) sans déborder de manière significative sur l'électorat socialiste.

1. Après vérification, PS et UDC se sont trouvés à égalité avec 22,5 % des suffrages.

Le poids croissant de l'UDC a fait basculer l'ensemble du champ politique vers une droite radicalisée, dans la mesure où ce mouvement dicte désormais la hiérarchie des questions à l'ordre du jour : sécurité, souveraineté, migrations, formation, etc. Une forte polarisation sépare, d'un côté, une gauche minoritaire (socialistes, verts et gauche radicale) et de l'autre une mouvance nationaliste qui attire nombre d'électeurs autrefois fidèles aux partis classiques du centre droit. Il faut rappeler que la Suisse, même si elle s'apparente à une « oligarchie libérale² », demeure formellement une démocratie directe. Les citoyens, mouvements ou partis peuvent, après avoir rassemblé un certain nombre de signatures, déposer des propositions de lois soumises au suffrage universel. L'UDC recourt abondamment à ces « initiatives » et référendums. Elle mène alors des campagnes de presse et d'affichage très coûteuses, qui ont familiarisé la population avec son iconographie manichéenne et ses idées-choc. Le parti s'est ainsi invité dans toutes les discussions politiques, du bistrot au Parlement. Après la victoire, en octobre 2009, de l'initiative pour l'interdiction des minarets puis, en octobre 2010, de l'initiative « Pour le renvoi des étrangers criminels », Marine Le Pen a dit publiquement tout le bien qu'elle pensait des méthodes de l'UDC qu'elle considère comme un modèle pour les pays voisins³.

Les politologues désignent l'UDC tantôt comme un courant de la « droite populiste », tantôt comme relevant d'un « national-populisme », renvoyant ainsi aux deux stratégies d'un parti devenu activement contestataire : dresser le « peuple » contre les « élites » politiques ou bureaucratiques ; et défendre l'exception suisse contre toutes les menaces extérieures (limitation du droit d'asile ou rejet des « diktats » de l'Europe⁴). Descriptif chez les politologues, le mot *populisme*,

2. Selon la formule de C. Castoriadis dans *Anthropologie, philosophie, politique*, Lausanne, Institut d'anthropologie et de sociologie, 1990, p. 37.

3. M. van Berchem, « L'UDC, modèle pour la droite dure en France », mis en ligne le 1^{er} décembre 2010 sur le site <http://www.swissinfo.ch>.

4. O. Mazzoleni, Ph. Gottraux et C. Péchu (éd.), *L'Union démocratique du centre : un parti, son action, ses soutiens*, Lausanne, Antipodes, 2007, p. 20.

dans son usage courant et médiatique, reste largement négatif. Mais il est sujet à caution : comme l'a noté Jacques Rancière, le mépris inhérent au terme pourrait bien être celui d'élites promptes à réduire systématiquement toute protestation venue des milieux populaires à de bas instincts ; et le recours à cette notion masque parfois, à droite comme à gauche, une discrète « haine de la démocratie⁵ ». Il importe d'autant plus d'examiner en détail les méthodes et programmes dits « populistes » de l'UDC. Car si ses provocations xénophobes sont bien connues, son programme culturel a été beaucoup moins commenté. Il est pourtant très révélateur.

L'irrésistible ascension de l'UDC

D'où vient l'UDC ? C'est la version moderne de l'ancien parti « agrarien » (Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei ; en français PAB pour « Paysans, artisans et bourgeois »), fondé pour faire pièce à la montée du socialisme après la grève générale qui paralysa le pays en novembre 1918⁶. Dès 1929, ce parti dispose d'un représentant au Conseil fédéral (exécutif national) et il obtient un deuxième siège en 2003. Entre 1947 et 1991, le PAB a oscillé entre 10 et 12 % des voix dans les élections au Parlement national.

L'ouvrage du Dr. Ernst Laur, *Le Paysan suisse. Sa patrie et son œuvre* (1939) donne un aperçu de l'idéologie de ses dirigeants historiques : défense des intérêts des agriculteurs et de la civilisation rurale, sous la houlette d'un paternalisme social sévère, antiparlementaire et antisyndicaliste. Au moment même où la population rurale devenait minoritaire (26 % seulement des actifs dès 1920), le Dr. Laur perpétuait l'idée que le citoyen suisse est avant tout un paysan et il approuvait la devise de Benito Mussolini : « *Ruralizziamo l'Italia !* » Avant sa reprise en main par Christoph Blocher, le parti était donc perçu comme une droite traditionnelle

5. Voir J. Rancière, *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.

6. Voir l'ouvrage collectif *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 1983 et les travaux de l'historien H. U. Jost, *Les Avant-gardes réactionnaires*, Lausanne, Éd. d'en Bas, 1992 ; *Le Salaire des neutres. Suisse 1938-1948*, Paris, Denoël, 1999.

cherchant à s'imposer aussi au centre-droit. Trois clivages permettaient de le décrire : un clivage ville-campagne (électorat à dominance rurale), un clivage linguistique (recrutement dans les cantons de langue allemande) et un clivage religieux (majoritairement protestant).

Or, le parti a bien changé. Depuis le début des années 1980, il est dirigé par des industriels qui comptent parmi les plus grosses fortunes du pays. Pour s'attirer les faveurs du « peuple », ceux-ci perpétuent un discours mythique sur la communauté helvétique exaltant les valeurs rurales et traditionnelles. Ce discours rencontre un grand succès dans les campagnes, notamment auprès des retraités et d'une population peu diplômée. Mais l'UDC recrute également parmi certains citoyens d'origine étrangère jouissant désormais de la nationalité suisse. Une étude récente sur ses militants fait apparaître la diversité de leurs profils⁷. Avec aujourd'hui moins de 30 % de son électorat en zone rurale, l'UDC est devenue peu à peu un parti de droite protestataire implanté dans les villes, qui utilise la référence paysanne comme un garant symbolique. À Zurich, elle séduit une partie de la bourgeoisie économique, notamment dans la jeunesse dorée de la capitale bancaire. Enfin, certains élus UDC flirtent volontiers avec des groupuscules d'extrême droite, comme en témoigne la participation très médiatisée du député Freysinger, le 18 décembre 2010 à Paris, aux « Assises contre l'islamisation de l'Europe » à l'initiative du « Bloc identitaire ».

L'emblématique parcours de Christoph Blocher

La presse attribue le succès rapide de la nouvelle UDC, dès les années 1990, à l'activisme d'un de ses dirigeants, Christoph Blocher, rapidement devenu une figure politique nationale. Blocher est issu d'une famille venue de Souabe au milieu du XIX^e siècle et très vite assimilée à la vie helvétique : son grand-père Eduard (1870-1942) fut un fervent partisan de la séparation entre Suisse romande et Suisse allemande. Germanophile en 1914, il lutte après la guerre contre l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations, souhaitée par une

7. Ph. Gottraux et C. Péchu, *Militants de l'UDC. La diversité sociale et politique des engagés*, Lausanne, Antipodes, 2011.

majorité de Romands. À cette fin, il contribue à la fondation de la Volksbund für Unabhängigkeit der Schweiz, association à la phraséologie antisémite et anticomuniste qui défend la neutralité suisse. Théologien passionné de sciences naturelles, il publie à Stuttgart, en 1923, *Die Deutsche Schweiz in Vergangenheit und Gegenwart* (« La Suisse allemande dans le passé et le présent »), ouvrage de darwinisme social où il distingue trois races en Suisse, dont une dominante, établie en Suisse alémanique, *l'homo europeanus* – bien entendu, un grand blond aux yeux bleus...

Christoph Blocher, lui, est fils de pasteur. Il est né à Laufen, sur le Rhin, en 1940, septième des onze enfants. Deux de ses frères seront aussi pasteurs et l'un d'eux faillit être révoqué, en 1977, sur pétition des fidèles, pour ses prêches sur la prédestination jugés excessifs. Christoph Blocher est le seul à tourner le dos aux études : il veut être agriculteur. À vingt-et-un ans, il se décide à passer un bac et commence au Polytechnicum de Zurich des études d'ingénieur agronome, qu'il interrompt pour étudier le droit à Zurich, Paris et Montpellier. En 1971, il soutient sa thèse sur « La fonction des zones agricoles et leur lien avec la garantie de qualité suisse ». Diplômé désargenté, le jeune homme donne des cours particuliers au fils du patron d'EMS-Chimie, Werner Oswald. Sous son aile, il entre chez EMS, puis devient vice-directeur et secrétaire général de l'entreprise, à la mort d'Oswald en 1979. En 1983, il s'impose comme l'actionnaire majoritaire d'EMS-Chimie, qui a des filiales dans le monde entier. En 1994, sa fortune imposable se montait, selon Christoph Schilling⁸, à 261 millions de francs suisses, soit environ 180 millions d'euros. La carrière militaire constitue une formation essentielle pour les dirigeants helvétiques jusque dans les années 1980 : Blocher devient lieutenant-colonel dans la protection aérienne. Après avoir été membre du « Redressement national » (RN), un groupe qui recrute notamment à l'extrême droite, il entre à l'UDC en 1972. Il sera député du canton de Zurich (1975-1980), puis président de la section cantonale, enfin parlementaire fédéral dès 1979. Dans les années 1980, il préside l'Arbeitsgruppe Südlisches Afrika

8. Sur ces points, voir son étude de référence, *Blocher*, Zurich, Limmat Verlag, 1994 ; voir également *Who's Who in Switzerland* (1999).

(ASA) qui soutient l'apartheid en Afrique du Sud. En 1989, il fonde l'ASIN – Association pour une Suisse indépendante et neutre –, mouvement antieuropéen défenseur de la neutralité, qui recrute dans les partis bourgeois et parmi les parlementaires d'extrême droite comme M. Dreher, du Parti des automobilistes. L'industriel Blocher défend les thèses néolibérales, mais dans ce cadre entend aussi protéger « l'exception suisse » (*Sonderfall Schweiz*).

On voit les grandes lignes de cette trajectoire : une ascension sociale rapide, liée à la formation et aux relations ; la persistance d'un fantasme personnel ruraliste, qui le porte à identifier la nation au peuple des campagnes ; enfin la forte prégnance d'une éthique protestante fondamentaliste dans laquelle le travail est vécu comme une vocation – *Beruf als Berufung*, selon l'équivalence luthérienne étudiée par Max Weber. Dans cette vision du monde, il n'y a pas de dirigeants, mais des « responsables », et c'est Dieu lui-même qui place dans la société ceux à qui il donne une « mission ». La vision économique et politique de Blocher mêle aspects réactionnaires et modernistes.

Paternalisme social et peinture nationale

Si l'UDC cultive la nostalgie du monde rural, Christoph Blocher, lui, nourrit une véritable passion pour le peintre national Albert Anker (1836-1910) – dont il a réuni plus de cent toiles dans son château de Rhäzüns –, ainsi que pour Ferdinand Hodler⁹. L'industriel collectionneur organise lui-même ses expositions, comme à la Fondation Saner de Biel à l'automne 1999. Lors de la première, en 1985, il avait fait diffuser par le service de presse de l'UDC un texte de lui : « Vois, la terre n'est pas damnée », dont le titre, repris d'Albert Anker, est inspiré du Livre de Job. Cette exposition avait valeur de « démonstration politique ».

Anker avait reçu de son père, un vétérinaire bernois, l'autorisation d'interrompre ses études de théologie en

9. Anker et Hodler sont les deux peintres suisses qu'une vente chez Christie's à Zurich le 23 mars 1999 a établis au plus haut de la cote : un paysage de Ferdinand Hodler a été adjugé pour 1,8 million de francs suisses ; un portrait d'Albert Anker pour 620 000.

Allemagne et de suivre à Paris sa vocation artistique auprès de Charles Gleyre, un peintre né dans le canton de Vaud qui atteint la notoriété dans les années 1840. Il vécut trente ans entre Paris et la Suisse, peignant, outre des tableaux religieux et des portraits de commande, des scènes rurales qui obtinrent un grand succès au Salon de Paris de 1863 – il sera plus tard membre du comité de rédaction du *Magasin pittoresque*. En 1870, il devient député au Grand Conseil bernois et en 1889, membre de la Commission fédérale des beaux-arts, acteur direct de la politique artistique de la Confédération. La même année, il illustre un livre national plurilingue, *L'Histoire suisse racontée au peuple* de Johannes Stutz. La Suisse se reconnaît dans sa peinture : alors qu'en réalité, l'industrialisation y est précoce, elle se voit toujours comme rurale et perpétue, à travers les peintres qu'elle commandite, une imagerie qui est celle de 1848 et que résume un vers d'Hugo : « Le Suisse trait sa vache et vit paisiblement »... La lettre qu'envoie le Conseil fédéral à Anker, le 26 mars 1901, pour son soixante-dixième anniversaire, est éloquente :

De très nombreuses représentations de notre vie populaire et de notre histoire nationale sont sorties de vos mains d'artiste. Comme nous admirons en Jérémias Gotthelf l'écrivain qui, inspiré par les figures typiques de notre peuple, a créé un monument littéraire, nous vénérerons en vous le maître qui nous a donné de voir ces personnages vivre dans vos tableaux. Votre œuvre artistique est accessible à chacun, son langage est direct, vivant et son réalisme sain fera l'admiration des générations futures. [...] Soyez convaincu que vos œuvres seront appréciées particulièrement par le peuple suisse auquel vous offrez des plaisirs toujours renouvelés¹⁰.

Christoph Blocher est de ceux-là. Il semble puiser réconfort et message civique dans le paternalisme rural des toiles d'Anker : scènes d'école élémentaire, paysans autour de leur poêle, vieil homme lisant le journal, repas familial sous l'autorité du père. Rôles et situations sont donnés et immuables. Les scènes d'intérieur sont nimbées de nostalgie et d'une paix irréelle, préservées du réalisme des scènes urbaines ou industrielles, bien loin des conflits sociaux. Il y aurait toute une étude à faire, qui pourrait s'inspirer de Michel Foucault,

10. Lettre citée dans S. Kuthy et H. A. Lüthy, *Albert Anker. Deux portraits d'un artiste*, Lausanne, Marguerat, 1980, p. 7.

sur *L'Heure de gymnastique à Ins*, tableau peint lors des discussions autour de l'Ordonnance fédérale sur la gymnastique pour les enfants (1878), dont la pratique était destinée à les préparer au service militaire obligatoire universel (masculin), véritable lieu de formation de l'esprit national. Anker aura été l'imagier par excellence de la jeune démocratie helvétique de 1848 : en l'exposant, l'UDC s'appropriait toute une tradition nationale.

Cette récupération de la peinture patriotique n'est pas innocente. Si elle peut paraître anodine au regard des décisions politiques et économiques qu'il a su imposer par ailleurs, la passion picturale de Blocher n'en illustre pas moins le poids des symboles dans son message politique. L'UDC occupe efficacement ce terrain symbolique. Pas de congrès où l'on ne retrouve le bouc, son animal fétiche, qui évoque à la fois la ruralité et la mâle pugnacité. Dans une ambiance de fête populaire, sous la tente, on applaudit les dirigeants du mouvement avant d'entonner un chant patriotique ou d'écouter des musiques traditionnelles. Toutes les formes du kitsch nationaliste sont ainsi bricolées et réinvesties, avec leurs vertus sédatives, pour rassurer un électorat apeuré par le nouvel ordre mondial. Ainsi façonne-t-on cyniquement l'image d'une communauté chaleureuse pour faire adopter des mesures néo-libérales qui n'ont, elles, rien d'idyllique. On pense à Ernst Bloch qui, analysant le fascisme dans *Le Principe Espérance*, posait déjà qu'il puise ses forces dans la non-contemporanéité des modes de vie urbains et ruraux, et creuse l'écart entre les deux populations.

L'UDC sur le front culturel

L'UDC a donc sa propre conception de la culture. En témoignent aussi ses textes programmatiques sur l'art et l'enseignement. Le document stratégique concernant cette politique culturelle s'intitule « Responsabilité individuelle au lieu de culture d'État ». Il a été publié en février 2007, précédé d'un « poème » satirique d'un des auteurs officiels du parti, le conseiller national Oskar Freysinger. L'UDC recommande d'en finir avec l'actuelle « culture d'État » en diminuant les interventions et compétences de l'État fédéral. Elle entend s'opposer aux « revendications gauchistes » qui depuis des

décennies auraient tenté d'imposer une politique culturelle fédérale modelée sur des « idées utopistes ». Dans une Suisse dirigée à 65 % par des forces de droite, elle présente l'ensemble du monde culturel comme noyauté par de dangereux révolutionnaires. « La scène politique de gauche soutient la scène culturelle de gauche et inversement¹¹ » : c'est la thèse de l'historien et conseiller national Christoph Mörgeli, qui dénonce le « système d'engraissement officiel de la culture » qui règnerait, selon lui, au seul profit des formes d'art élitaires¹². Il importe donc de diminuer le nombre d'institutions et d'acteurs de cette politique culturelle. La Fondation Pro Helvetia pour le rayonnement de la culture suisse à l'étranger est visée en priorité : l'UDC envisage de « dégraisser » ses structures et son personnel, et de « réduire massivement » ses moyens financiers en focalisant son action sur « un petit nombre de domaines » – sans préciser lesquels. À une culture soutenue par l'État, il s'agit de substituer une culture régie prioritairement par le mécénat : bref, d'introduire « plus de marché dans la culture » et de s'assurer que la loi de l'offre et la demande (et non le soutien partisan) la régissent seules. Inutile de souligner l'enjeu pour l'autonomie des artistes et la liberté critique...

Mais l'UDC souhaite aussi promouvoir une culture populaire autochtone, bien distincte des créations « élitaires », en favorisant les formes culturelles locales de nature à représenter dignement le pays. « Le succès commercial », soutient Christoph Mörgeli, « doit revenir à la culture qui plaît au public. Celles et ceux qui aiment le kitsch et les réalisations superficielles doivent pouvoir en consommer comme ceux qui préfèrent des performances au-delà du “bon goût¹³” ». Et un autre conseiller national, Adrian Amstutz, de citer en exemple les groupes de théâtre amateur, la musique populaire, les groupes folkloriques et les chœurs non professionnels¹⁴. Forte de ces principes, l'UDC a officiellement protesté,

11. Ch. Mörgeli, « La culture est l'affaire de la culture » (www.udc.ch).

12. Ch. Mörgeli, service de presse de l'UDC, n° 48, 2002.

13. Ch. Mörgeli, « La culture est l'affaire de la culture », *op. cit.*

14. A. Amstutz, « Plutôt une diversité culturelle qu'une uniformité cultivée par l'État » (www.udc.ch).

il y a peu, contre une prétendue diminution des programmes de musique populaire dans les radios publiques alémaniques.

Cet effort programmatique se double d'actions très concrètes visant à reprendre le contrôle culturel des représentations politiques. L'UDC cherche à faire taire les intellectuels de gauche ou les artistes qui représentent la Suisse de manière critique. Ainsi, en décembre 2004, elle a suscité une violente polémique contre l'exposition *Swiss-Swiss Democracy* de l'artiste contemporain Thomas Hirschorn, au Centre culturel suisse de Paris, arguant du contenu critique et ironique de ses œuvres à l'égard du pays qui le subventionne. L'affaire est remontée au plus haut niveau de l'État. Pro Helvetia, accusée par l'UDC de favoriser un art expérimental, cosmopolite et élitaire au détriment de la culture nationale, a fait l'objet d'un audit, son budget a été amputé et sous cette pression, elle a créé en 2006 une nouvelle section, qui se consacre aux formes de la culture populaire¹⁵.

Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que l'UDC cherche à instrumentaliser la culture « populaire » autochtone pour qu'elle fasse pièce, par sa rassurante image traditionaliste, aux formes de création d'avant-garde, inspirées d'expériences mondiales. Elle y réussit d'autant mieux que la question, légitime, de la place des formes « populaires » dans le paysage artistique suisse n'est presque jamais abordée. N'y aurait-il vraiment de pratiques artistiques que légitimées par les institutions et les circuits savants ? Mais il faut ici distinguer deux ordres de choses : d'une part, les pratiques observées par des ethnologues comme Paul Hugger – combats de vaches « reines » ; banquets ruraux après les récoltes ; schémas musicaux traditionnels dans la culture pastorale, etc. – qui identifient les groupes dans diverses régions de la Suisse,

15. L'offensive ne se cantonne pas aux manifestations artistiques. L'UDC s'en prend aussi aux organismes d'État qui financent la recherche en sciences humaines quand ces travaux la dérangent : ainsi du Fonds national de la recherche scientifique (FNS), attaqué pour avoir financé, dans le cadre d'un programme national, une étude... sur l'UDC. Le programme culturel de l'UDC suggère à demi-mot que les sciences humaines devraient, elles aussi, être « dégraissées » au profit de sciences exactes et rentables.

sans nulle homogénéité nationale ; de l'autre, la manipulation de symboles identitaires en vue d'une mise en scène de la communauté politique, telle que la pratique l'UDC dans ses fêtes : musique folklorique ; banquet sous une tente, sur une prairie herbeuse, où l'on déguste une cuisine présumée populaire; exhibition du « bouc » ; costumes traditionnels des divers cantons, etc. À cela s'ajoute le choix de lieux de mémoire : l'UDC s'est réunie le 27 mai 2011 sur la plaine du Grütli où, selon la tradition, fut fondée la Confédération de 1291 – et ce malgré la loi interdisant à un parti politique de se réunir en ce lieu patrimonial. Six présidents de sections cantonales de l'UDC y ont présenté une « Déclaration du Grütli », menaçant ouvertement la Confédération de sécession en cas d'adhésion à l'Union européenne :

À l'image des cantons primitifs qui se sont détachés de l'empire des Habsbourg, les partis cantonaux des Waldstaetten s'engagent en cas d'adhésion de la Suisse à l'UE à former une nouvelle Confédération. L'UDC suisse prépare les moyens et procédures nécessaires à cet effet¹⁶.

*

La « culture populaire » invoquée par l'UDC n'est en somme qu'une version frelatée et folklorisante de pratiques instrumentalisées à des fins électorales, dont la caractéristique principale est le rappel constant des symboles identitaires helvétiques fixés dès la fin du xix^e siècle et largement partagés par plusieurs générations d'électeurs. Mais cette théâtralisation apparaît à l'observateur extérieur comme un simple bricolage de signes d'appartenance tirés d'aires culturelles distinctes et qui ne renvoient à aucune communauté nationale réelle. L'évocation de l'ancienne communauté rurale solidaire et cohérente n'est guère qu'un décor apaisant face au monde urbain individualiste et mondialisé.

Mais pour que la définition de la culture populaire ne soit pas laissée aux nationalistes, c'est à l'ensemble des acteurs politiques et culturels de se prononcer sur les relations complexes entre culture savante et culture dite populaire : et de

16. Y. Petignat, « Au Grütli, l'UDC a réveillé le spectre d'un Sonderbund anti-européen », *Le Temps*, 14 juin 2011.

s'accorder sur le sens à donner au mot « culture » dans les textes législatifs comme dans ceux qui définissent les critères des aides et subventions. Un tel débat ne devrait pas laisser inerte la gauche, qui a toujours défendu une conception humaniste de la culture faite par et pour tous : pourquoi abandonnerait-elle aux populistes ce passionnant terrain au moment où la Confédération helvétique doit tracer les grandes lignes de sa politique culturelle pour la période 2012-2015 ? Quand la presse de gauche s'inquiète de la dérive générale vers les thèmes de l'extrême droite, elle relève immanquablement la xénophobie et le nationalisme agressif de l'UDC. J'espère avoir montré que l'offensive a lieu également sur le terrain culturel : offensive qui, si elle est moins visible, aura sans doute des effets à terme. Un document stratégique de l'UDC sur la réforme de l'école publique – thème phare lors des dernières élections –, intitulé « Le chemin conduisant à une école publique basée sur la performance », laisse pantomis par ses références pédagogiques sommaires et périmées comme par le caractère rétrograde de ses propositions : rétablir une école autoritaire purgée des influences libertaires de Mai 68 ; freiner le multiculturalisme en contexte scolaire ; et former avant tout des citoyens utiles à l'économie suisse¹⁷. De même, on l'a vu, la gestion de la culture doit-elle s'inspirer du modèle managérial privé. Partout l'argent doit régner mais, en façade, il faut arborer quelques bergers et des chorales en costume traditionnel... au moins pour l'Office du tourisme. Ce qui prête moins à sourire, c'est la vision que l'UDC elle-même se fait de la culture comme émanation purement autochtone, ciment conservateur du peuple, goûtee dans une fusion identitaire et un *entre-soi* décomplexé. Ce tableau n'est-il pas tristement comparable au « kitsch nationaliste » dénoncé naguère en Autriche et en Allemagne par des observateurs lucides comme Walter Benjamin ou Karl Kraus ?

Jérôme MEIZOZ

17. Document stratégique de l'UDC (oct. 2010, www.udc.ch).